

TABLE DE JURISPRUDENCE

Les affaires sont classées par ordre chronologique, de la plus ancienne à la plus récente.

I. Arbitrage *ad hoc* conformément à l'Annexe VII de la CNUDM

1. Tribunaux arbitraux de l'Annexe VII CNUDM, mesures conservatoires

Affaire de l'usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), ordonnance du 24 juin 2003, CPA affaire no. 2002-01.

Incident de l'“Enrica Lexie” (République italienne c. République de l'Inde), ordonnance en prescription de mesures conservatoires du 29 avril 2016, CPA affaire no. 2015-28.

2. Tribunaux arbitraux de l'Annexe VII CNUDM, exceptions d'incompétence, d'irrecevabilité, exceptions préliminaires

Affaire du thon à nageoire bleue (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande c. Japon), sentence arbitrale sur la compétence et la recevabilité du 4 août 2000, RSA, vol. XXIII, pp. 1-57.

Affaire du thon à nageoire bleue (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande c. Japon), sentence arbitrale sur la compétence et la recevabilité du 4 août 2000, opinion séparée du juge Keith, RSA, vol. XXIII, pp. 49-57.

Arbitrage relatif à l'“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), sentence arbitrale sur la compétence du 26 novembre 2014, CPA affaire no. 2014-02.

Arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale (République des Philippines c. République populaire de Chine), sentence arbitrale sur la compétence et la recevabilité du 29 octobre 2015, CPA affaire no. 2013-19.

Différend concernant les droits de l'État côtier en mer Noire, mer d'Azov et le détroit de Kertch (Ukraine c. Fédération de Russie), sentence arbitrale sur les exceptions préliminaires du 21 février 2020, CPA affaire no. 2017-06.

Différend concernant la détention de navires de la marine ukrainienne et de militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie), sentence arbitrale sur les exceptions préliminaires du 27 juin 2022, CPA affaire no. 2019-28.

3. Tribunaux arbitraux de l'Annexe VII CNUDM, compétence et fond

Délimitation des frontières maritimes entre La Barbade et Trinité-et-Tobago (La Barbade c. République de Trinité-et-Tobago), sentence arbitrale du 11 avril 2006, CPA affaire no. 2004-02.

Délimitation maritime entre le Guyana et le Suriname (République coopérative de Guyana c. République du Suriname), sentence arbitrale du 17 septembre 2007, CPA affaire no. 2004-04.

Délimitation des frontières maritimes dans le golfe du Bengale (République populaire du Bangladesh c. République de l'Inde), sentence arbitrale du 7 juillet 2014, CPA affaire no. 2010-16.

Arbitrage relatif à l'aire marine protégée des Chagos (République de Maurice c. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), sentence arbitrale du 18 mars 2015, CPA affaire no. 2011-03.

Arbitrage relatif à l'aire marine protégée des Chagos (République de Maurice c. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), sentence arbitrale du 18 mars 2015, opinion dissidente commune des juges Kateka et Wolfrum.

Arbitrage relatif à l'“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), sentence arbitrale sur la compétence et le fond du 14 août 2015, CPA affaire no. 2014-02.

Arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale (République des Philippines c. République populaire de Chine), sentence arbitrale sur la compétence et le fond du 12 juillet 2016, CPA affaire no. 2013-19.

Arbitrage relatif au “Duzgit Integrity” (République de Malte c. République démocratique de Sao Tomé et Principe), sentence arbitrale du 5 septembre 2016, CPA affaire no. 2014-07.

Incident de l'“Enrica Lexie” (République italienne c. République de l'Inde), sentence arbitrale du 21 mai 2020, CPA affaire no. 2015-28.

4. Tribunaux arbitraux de l'Annexe VII CNUDM, autres

Ordonnances de procédure

Affaire de l'usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), ordonnance n°4 du 14 novembre 2003 sur la suspension de la procédure relative à la compétence et au fond.

Délimitation maritime entre le Guyana et le Suriname (République coopérative de Guyana c. République du Suriname), ordonnance de procédure no. 2 du 18 juillet 2005, CPA affaire no. 2004-04.

Arbitrage relatif à l'aire marine protégée des Chagos (République de Maurice c. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), ordonnance de procédure no. 2 du 15 janvier 2013.

Arbitrage relatif à l'“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), ordonnance de procédure no. 4 du 21 novembre 2014.

Arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale (République des Philippines c. République populaire de Chine), ordonnance de procédure no. 4 du 21 avril 2015.

Différend concernant les droits de l'État côtier en mer Noire, mer d'Azov et le détroit de Kertch (Ukraine c. Fédération de Russie), ordonnance de procédure no. 3 du 20 août 2018.

Détention de navires de la marine ukrainienne et de militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie), ordonnance de procédure no. 2 du 27 octobre 2020

Détention de navires de la marine ukrainienne et de militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie), ordonnance de procédure no. 2 du 27 octobre 2020 sur la bifurcation, opinion dissidente du juge Eiriksson.

Clôture de procédure

Réclamation territoriale de Singapour à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor (Malaisie c. Singapour), sentence d'accord-parties du 1er septembre 2005, CPA affaire no. 2004-05.

Affaire de l'“ARA Libertad” (Argentine c. Ghana), ordonnance de clôture du 11 novembre 2013, CPA affaire no. 2013-11.

Procédure arbitrale relative au hareng atlanto-scandien (Royaume du Danemark, agissant pour les Iles Féroé c. Union Européenne), ordonnance de clôture 23 septembre 2014, CPA affaire no. 2013-30.

Arbitrage relatif au “Duzgit Integrity” (République de Malte c. République démocratique de Sao-Tomé-et-Principe), sentence finale d’accord parties du 18 décembre 2019, CPA affaire no. 2014-07.

II. Tribunal international du droit de la mer (TIDM)

1. TIDM, mesures conservatoires

Sur le fondement de l’article 290, paragraphe 1

Affaire du navire “Saiga” (no.2) (Saint-Vincent-les-Grenadines c. Guinée), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 11 mars 1998, *TIDM Recueil 1998*, p. 24.

Affaire du navire “Louisa” (Saint-Vincent-les-Grenadines c. Espagne), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 23 décembre 2010, *TIDM Recueil 2008-2010*, p. 58.

Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d’Ivoire dans l’océan Atlantique (Ghana c. Côte d’Ivoire), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 25 avril 2015, *TIDM Recueil 2015*, p. 146.

Affaire du “Zheng He” (Luxembourg c. Mexique), ordonnance en prescription de mesures conservatoires du 27 juillet 2024, *TIDM Recueil 2024*, à paraître.

Sur le fondement de l’article 290, paragraphe 5

Affaire du thon à nageoire bleue (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande c. Japon), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 27 août 1999, *TIDM Recueil 1999*, p. 280.

Affaire de l’usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni de Grande Bretagne et d’Irlande du Nord), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 décembre 2001, *TIDM Recueil 2001*, p. 95.

Affaire relative aux travaux de poldérisation à l’intérieur et à proximité du détroit de Johor (Malaisie c. Singapour), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 octobre 2003, *TIDM Recueil 2003*, p. 10.

Affaire de l’“ARA Libertad” (Argentine c. Ghana), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 15 décembre 2012, *TIDM Recueil 2012*, p. 332.

Affaire de l’“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 22 novembre 2013, *TIDM Recueil 2013*, p. 230.

Affaire de l’“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 22 novembre 2013, opinion individuelle commune des juges Wolfrum et Kelly, *TIDM Recueil 2013*, pp. 256.

Affaire de l’“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 22 novembre 2013, opinion individuelle du Juge Jesus, *TIDM Recueil 2013*, pp. 262.

Affaire de l’“Arctic Sunrise” (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), ordonnance en prescription de mesures conservatoires, opinion individuelle du juge Paik, *TIDM Recueil 2013*, 271.

Incident de l'“Enrica Lexie” (République italienne c. République de l'Inde), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 24 août 2015, *TIDM Recueil 2015*, p. 182.

Affaire relative à l'immobilisation de trois navires militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 25 mai 2019, *TIDM Recueil 2018-2019*, p. 283.

Affaire relative à l'immobilisation de trois navires militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie), ordonnance en indication de mesures conservatoires, opinion individuelle du juge Lucky, *TIDM Recueil 2018-2019*, p. 339.

Affaire du navire “San Padre Pio” (Confédération de Suisse c. République fédérale du Nigéria), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 6 juillet 2019, *TIDM Recueil 2018-2019*, p. 375.

2. TIDM (formation plénière et chambres spéciales *ad hoc*), exceptions d'incompétence, d'irrecevabilité, exceptions préliminaires

Affaire du navire “Norstar” (Panama c. Italie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 4 novembre 2016, *TIDM Recueil 2016*, p. 44.

Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Maurice et les Maldives dans l'Océan Indien (Maurice c. Maldives), arrêt sur les exceptions préliminaires du 28 janvier 2021, *TIDM Recueil 2020-2021*, p. 17.

3. TIDM (formation plénière et chambres spéciales *ad hoc*), compétence et fond

Affaire du navire “Saiga” (no. 2) (Saint-Vincent-et-les-Grenadines c. Guinée), arrêt du 1er juillet 1999, *TIDM Recueil 1999*, p. 10

Délimitation de la frontière maritime dans le golfe du Bengale (Bangladesh c. Myanmar), arrêt du 14 mars 2012, *TIDM Recueil 2012*, p. 4.

Affaire du navire “Louisa” (Saint-Vincent-et-les-Grenadines c. Royaume d'Espagne), arrêt du 28 mai 2013, *TIDM Recueil 2013*, p. 4.

Affaire du navire “Louisa” (Saint-Vincent-et-les-Grenadines c. Royaume d'Espagne), arrêt du 28 mai 2013, opinion dissidente du juge Jesus, *TIDM Recueil 2013*, pp. 138-155.

Affaire du navire “Virginia G.” (Panama c. Guinée Bissau), arrêt du 14 avril 2014, *TIDM Recueil 2014*, p. 4.

Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime dans l'océan Atlantique (Ghana c. Côte d'Ivoire), arrêt du 23 septembre 2017, *TIDM Recueil 2017*, p.4.

Affaire du navire “Norstar” (Panama c. Italie), arrêt du 10 avril 2019, *TIDM Recueil 2018-2019*, p. 10.

4. TIDM, autres

Prompte mainlevée

Affaire du navire “Saiga” (no. 1) (Saint-Vincent-et-les-Grenadines c. Guinée), prompte mainlevée, arrêt du 4 décembre 1997, *TIDM Recueil 1997*, p. 16.

Affaire du navire “Juno Trader” (Saint-Vincent-et-les-Grenadines c. Guinée Bissau), prompte mainlevée, arrêt du 18 décembre 2004, *TIDM Recueil 2004*, p. 17.

Tomimaru (Japon c. Fédération de Russie), prompte mainlevée, arrêt du 6 août 2007, *TIDM Recueil 2005-2007*, p. 74.

Ordonnances de procédure

Conservation et exploitation durable des stocks d’espadon dans l’océan Pacifique Sud-Est (Chili c. Communauté Européenne), ordonnance 2000/3 du 20 décembre 2000, *TIDM Recueil 2000*, p. 148.

Affaire du navire “San Padre Pio” (Confédération de Suisse c. République fédérale du Nigéria), ordonnance 2021/6 du 29 décembre 2021, *TIDM Recueil*, à paraître.

Avis consultatifs

Demande d’avis consultatif soumise par la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international, avis consultatif du 21 mai 2024, *TIDM Recueil 2024*, à paraître.

III. Commissions de conciliation constituées conformément à l’Annexe V de la CNUDM

Conciliation relative à la mer de Timor (République démocratique du Timor-Leste c. Australie), décision de la commission de conciliation en réponse aux exceptions d’incompétence de l’Australie du 19 septembre 2016, CPA affaire no. 2016-10.

Conciliation relative à la mer de Timor (République démocratique du Timor-Leste c. Australie), rapport et recommandations de la commission de conciliation du 9 mai 2018, CPA affaire no. 2016-10.

IV. Arbitrage ad hoc, Commissions mixtes, Tribunaux arbitraux mixtes

Affaire Betsey, décision de 1797, Commission mixte instituée par le Traité Jay du 17 novembre 1794.

Affaire Sally, décision de 1798, Commission mixte instituée par le Traité Jay du 17 novembre 1794.

Affaire Sarropoulos c. Bulgarie (Grèce c. Bulgarie), sentence du Tribunal arbitral mixte gréco-bulgare du 14 février 1927, *Recueil TAM*, vol. VII, pp. 47-55.

Chevreau (France c. Grande Bretagne), sentence arbitrale du 9 juin 1931, *RSA*, vol. II, p.1117.

Affaire de la Société Radio-Orient (États du Levant sous mandat français c. Égypte), sentence arbitrale du 2 avril 1940, *RSA*, vol. III, pp. 1871-1881.

Affaire de la fonderie du Trail, sentence arbitrale du 11 mars 1941 (2ème phase), *RSA*, vol. III, pp. 1938-1981.

Tribunal arbitral pour l’accord sur les dettes extérieures allemandes (Confédération helvétique c. RFA), sentence arbitrale du 3 juillet 1958, *RSA*, vol. XXIX, pp. 405-442.

Affaire de la délimitation maritime du plateau continental de la mer d'Iroise (France c. Royaume-Uni), sentence arbitrale du 30 juin 1977.

Affaire concernant la question de savoir si la réévaluation du mark allemand en 1961 et 1969 constitue un cas d'applicabilité de la clause figurant à l'article 2, e, de l'Annexe I A à l'Accord de 1953 sur la dette extérieure allemande (Belgique, France, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis c. République fédérale d'Allemagne), sentence arbitrale du 16 mai 1980, *RSA*, vol. XIX, p. 67.

V. Cour permanente de Justice internationale (CPJI)

1. CPJI, mesures conservatoires

Dénonciation du traité sino-belge du 2 novembre 1865, ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 janvier 1927, *CPJI Série A*, no. 8.

Administration du prince von Pless, ordonnance en indication de mesures conservatoires du 11 mai 1933, *CPJI Série A/B*, no. 54.

Réforme agraire polonaise et minorité allemande, ordonnance en indication de mesures conservatoires du 29 juillet 1933 *CPJI Série A/B*, no. 58.

Compagnie d'électricité de Sofia, ordonnance en indication de mesures conservatoires du 5 décembre 1939, *CPJI Série A/B*, no. 79.

2. CPJI, exceptions d'incompétence, d'irrecevabilité, exceptions préliminaires

Affaire relative à l'Usine de Chorzów (Demande en indemnité), arrêt sur la compétence du 6 juillet 1927, arrêt n°8, *CPJI Série A*, no. 9.

3. CPJI, compétence et fond

Affaire du vapeur Wimbledon, 1923, *CPJI Série A*, no. 1.

Affaire des concessions Mavrommatis en Palestine, arrêt du 30 août 1924, arrêt n°2, *CPJI série A*, no. 2.

Affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, arrêt du 25 août 1925, *CPJI Série A*, no. 6.

Affaire relative à l'Usine de Chorzów (fond), arrêt du 13 septembre 1928, *CPJI série A*, no. 17.

Droits de minorités en Haute-Silésie (Écoles minoritaires), arrêt du 26 avril 1928, arrêt n°12, *CPJI série A*, no. 15.

Affaire concernant le paiement de divers emprunts serbes émis en France, arrêt du 12 juillet 1929, *CPJI Série A*, no. 20/21.

Affaire relative au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France, arrêt du 12 juillet 1929, *CPJI Série A*, no. 20-21.

Zones franches de la Haute Savoie et du Pays de Gex (France c. Suisse), arrêt du 7 juin 1932, *CPJI Série A/B*, no. 46.

Appel contre une sentence du Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque, arrêt du 15 décembre 1933, *CPJI Série A/B*, no. 56.

4. CPJI, avis consultatifs

Statut de la Carélie orientale, avis consultatif du 23 juillet 1923, *CPJI Série B*, no. 5.

Interprétation de l'accord greco-turc du 1er décembre 1926 (Protocole final, Article IV), avis consultatif, 28 août 1928, *CPJI Série B*, no. 16.

VI. Cour internationale de Justice (CIJ)

1. CIJ, mesures conservatoires

Affaire de l'Anglo-iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 5 juillet 1951, *CIJ Recueil 1951*, p.89.

Affaire relative au personnel diplomatique et consulaire des États-Unis à Téhéran (États-Unis c. Iran), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 15 décembre 1979, *CIJ Recueil 1979*, p. 7.

Affaire du Passage par le Grand Belt (Finlande c. Danemark), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 29 juillet 1991, *CIJ Recueil 1991*, p. 12.

Plateau continental de la mer Égée (Grèce c. Turquie), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 15 mars 1996, *CIJ Recueil 1996*, p. 22.

Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), ordonnance sur les mesures conservatoires du 1er juillet 2000, *CIJ Recueil 2000*, p. 111

Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 décembre 2000, *CIJ Recueil 2000*, p. 182.

Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique), ordonnance en indication de mesures conservatoires du 5 février 2003, *CIJ Recueil 2003*, p.77.

Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), ordonnance en prescription de mesures conservatoires du 15 octobre 2008, *CIJ Recueil 2008*, p. 353.

Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie), ordonnance en prescription de mesures conservatoires du 16 mars 2022, *CIJ Recueil*, à paraître.

2. CIJ, exceptions d'incompétence, d'irrecevabilité, exceptions préliminaires

Affaire du Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 25 mars 1948, *CIJ Recueil 1948*, p. 15.

Affaire Ambatielos (Grèce c. Royaume Uni), arrêt sur les exceptions préliminaires du 1er juillet 1952, *CIJ Recueil 1952*, p. 28.

Affaire de l'Anglo-iranian oil co. (Royaume-Uni c. Iran), arrêt sur les exceptions préliminaires du 22 juillet 1952, *CIJ Recueil* 1952, p. 93.

Affaire Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala), arrêt sur les exceptions préliminaires du 18 novembre 1953, *CIJ Recueil* 1953, p. 111.

Affaire relative à certains emprunts norvégiens (France c. Norvège), arrêt sur les exceptions préliminaires du 6 juillet 1957, *CIJ Recueil* 1957, p. 9.

Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège), arrêt du 6 juillet 1957 sur les exceptions préliminaires, *CIJ Recueil* 1957, p. 9, opinion individuelle de Sir Hersch Lauterpacht.

Affaire relative à certains emprunts norvégiens (France c. Norvège), arrêt sur les exceptions préliminaires du 6 juillet 1957, opinion dissidente du juge Read, *CIJ Recueil* 1957, pp. 79-100.

Affaire du droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde), arrêt sur les exceptions préliminaires du 26 novembre 1957, *CIJ Recueil* 1957, p. 125.

Affaire de l'Interhandel (Suisse c. États-Unis d'Amérique), arrêt sur les exceptions préliminaires du 21 mars 1959, *CIJ Recueil* 1959, p. 6.

Affaire de l'Interhandel (Suisse c. États-Unis d'Amérique), arrêt du 21 mars 1959 sur les exceptions préliminaires, *CIJ Recueil* 1959, p. 6., opinion dissidente de Sir Hersch Lauterpacht.

Affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande), arrêt sur les exceptions préliminaires du 26 mai 1961, *CIJ Recueil* 1961, p. 17.

Affaires du Sud-ouest africain (Éthiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud), arrêt du 21 décembre 1962 sur les exceptions préliminaires, *CIJ Recueil* 1962, p. 319.

Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande), arrêt sur la compétence du 2 février 1973, *CIJ Recueil* 1973, p. 3.

Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande), arrêt sur la compétence du 2 février 1973, *CIJ Recueil* 1973, p. 49.

Affaire des essais nucléaires (Nouvelle Zélande c. France), arrêt sur la compétence et la recevabilité du 20 décembre 1974, *CIJ Recueil* 1974, p. 457.

Affaire du plateau continental de la mer Égée (Grèce c. Turquie), arrêt sur la compétence du 19 décembre 1978, *CIJ Recueil* 1978, p.3.

Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis), arrêt sur la compétence et la recevabilité du 26 novembre 1984, *CIJ Recueil* 1984, p. 392.

Affaire de certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 26 juin 1992, *CIJ Recueil* 1992, p. 240.

Affaire de la délimitation maritime et des questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn), arrêt sur la compétence et la recevabilité du 15 février 1995, *CIJ Recueil* 1995, p. 6.

Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 11 juillet 1996, *CIJ Recueil* 1996, p. 595.

Affaire des plate-formes pétrolières (République Islamique d'Iran c. États-Unis), arrêt sur les exceptions préliminaires du 12 décembre 1996, *CIJ Recueil* 1996, p. 803.

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), arrêt sur les exceptions préliminaires du 11 juin 1998, *CIJ Recueil* 1998, p. 275.

Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada), arrêt sur la compétence du 4 décembre 1998, *CIJ Recueil* 1998, p. 432.

Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), arrêt sur les exceptions préliminaires du 25 mars 1999, *CIJ Recueil* 1999, p. 31.

Affaire des activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda), arrêt sur la compétence et la recevabilité du 3 février 2006, *CIJ Recueil* 2006, p. 6.

Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 13 décembre 2007, *CIJ Recueil* 2007, p. 832.

Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 18 novembre 2008, *CIJ Recueil* 2008, p. 412.

Affaire relative à l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), arrêt sur les exceptions préliminaires du 1er avril 2011, *CIJ Recueil* 2011, p. 70.

Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya), arrêt sur les exceptions préliminaires du 2 février 2017, *CIJ Recueil* 2017, p. 3.

Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya), arrêt sur les exceptions préliminaires du 2 février 2017, opinion dissidente du juge Robinson, *CIJ Recueil* 2017, pp. 67-78.

Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France), arrêt sur les exceptions préliminaires du 6 juin 2018, *CIJ Recueil* 2018, p. 292.

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar), arrêt sur les exceptions préliminaires du 22 juillet 2022, *CIJ Recueil* 2022, p. 477.

3. CIJ, compétence et fond

Affaire Haya de la Torre, arrêt du 13 juin 1951, *CIJ Recueil* 1951, p. 71.

Affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni, et États-Unis), arrêt du 15 juin 1954, *CIJ Recueil* 1954, p. 19.

Affaire du droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde), arrêt du 12 avril 1960, *CIJ Recueil* 1960, p. 6.

Sentence arbitrale rendue par le Roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua), arrêt du 18 novembre 1960, *CIJ Recueil* 1960, p. 192.

Affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande), arrêt du 15 juin 1962, *CIJ Recueil* 1962, p. 6.

Affaires du Sud-Ouest Africain (Éthiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud), deuxième phase, arrêt du 18 juillet 1966, *CIJ Recueil* 1966, p. 6.

Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne c. Danemark ; République fédérale d'Allemagne c. Pays-Bas), arrêt du 20 février 1969, *CIJ Recueil* 1969, p. 3.

Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande), arrêt du 25 juillet 1974, *CIJ Recueil* 1974, p. 175.

Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande), arrêt du 25 juillet 1974, *CIJ Recueil* 1974, p. 3.

Affaire relative au personnel diplomatique et consulaire des États-Unis à Téhéran (États-Unis c. Iran), arrêt du 24 mai 1980, *CIJ Recueil* 1980, p. 3.

Plateau continental (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne), arrêt du 24 février 1982, *CIJ Recueil* 1982, pp. 73-74.

Affaire du plateau continental (Jamahiriya Arabe Libyenne c. Malte), arrêt du 21 mars 1984, *CIJ Recueil* 1984, p.3.

Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada c. États-Unis), arrêt du 12 octobre 1984, *CIJ Recueil* 1984, p. 246.

Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis), arrêt du 27 juin 1986, *CIJ Recueil* 1986, p. 14.

Affaire du différend frontalier (Burkina Faso c. Mali), arrêt du 22 décembre 1986, *CIJ Recueil* 1986, p. 554.

Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador c. Honduras), arrêt du 13 septembre 1990, *CIJ Recueil* 1990, p. 92.

Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador c. Honduras ; Nicaragua intervenant), arrêt du 11 septembre 1992, *CIJ Recueil* 1992, p. 351.

Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège), arrêt du 12 juin 1993, *CIJ Recueil* 1993, p. 38.

Affaire relative au Timor oriental (Portugal c. Australie), arrêt du 30 juin 1995, *CIJ Recueil* 1995, p. 90.

Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn), arrêt du 16 mars 2001, *CIJ Recueil* 2001, p. 40.

Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn), arrêt du 16 mars 2001, opinion dissidente du juge Torres-Bernardez, *CIJ Recueil* 2001, pp. 257-450.

Affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique), arrêt du 14 février 2002, *CIJ Recueil* 2002, p. 3.

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale intervenant), arrêt du 10 octobre 2002, *CIJ Recueil 2002*, p. 303.

Différend territorial et maritime dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras), arrêt du 8 octobre 2007, *CIJ Recueil 2007*, p. 659.

Affaire relative à la souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie c. Singapour), arrêt du 23 mai 2008, *CIJ Recueil 2008*, p. 12

Affaire relative à certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France), arrêt du 4 juin 2008, *CIJ Recueil 2008*, p. 177.

Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine), arrêt du 3 février 2009, *CIJ Recueil 2009*, p. 61.

Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal), arrêt du 20 juillet 2012, *CIJ Recueil 2012*, p. 422.

Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie), arrêt du 19 novembre 2012, *CIJ Recueil 2012*, p. 624.

Différend maritime (Pérou c. Chili), arrêt du 27 janvier 2014, *CIJ Recueil 2014*, p. 3.

Affaire de la chasse à la Baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon, Nouvelle-Zélande (intervenant)), arrêt du 31 mars 2014, *CIJ Recueil 2014*, p. 226.

Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'Océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua), arrêt du 2 février 2018, *CIJ Recueil 2018*, p. 139

Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Égypte, et Émirats arabes unis c. Qatar), arrêt du 12 juillet 2020, *CIJ Recueil 2020*, p. 172.

Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya), arrêt du 12 octobre 2021, *CIJ Recueil 2021*, à paraître.

4. CIJ, avis consultatifs

Réparations des dommages subis au service des Nations unies, avis consultatif du 11 avril 1949, *CIJ Recueil 1949*, p. 174.

Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un État aux Nations unies, avis consultatif du 3 mars 1950, *CIJ Recueil 1950*, p. 4.

Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un État aux Nations unies, avis consultatif du 3 mars 1950, opinion dissidente du juge Alvarez, pp. 12-21.

Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, avis consultatif du 30 mars 1950, *CIJ Recueil 1950*, p. 65.

Interprétation de l'accord du 25 mai 1951 entre l'O.M.S et l'Égypte, avis consultatif du 20 décembre 1980, *CIJ Recueil 1980*, p.76.

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif du 8 juillet 1996, *CIJ Recueil* 1996, p. 226.

Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo, avis consultatif du 22 juillet 2010, *CIJ Recueil* 2010, p. 403

Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos, avis consultatif du 25 février 2019, *CIJ Recueil* 2019, p. 95.

5. CIJ, autres

Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie), arrêt sur la fixation du montant des réparations du 15 décembre 1949, *CIJ Recueil* 1949, p. 244.

Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires, (Nouvelle-Zélande c. France), ordonnance du 22 septembre 1995, *CIJ Recueil* 1995, p. 288.

Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), mesures conservatoires, ordonnance du 8 mars 2011, *CIJ Recueil* 2011, p. 19.

Affaire relative à des questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie), ordonnance du 28 janvier 2014, *CIJ Recueil* 2014, p. 136.

Transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem (Palestine c. États-Unis), ordonnance du 15 novembre 2018, *CIJ Recueil* 2018, p. 708.

VII. Autres cours et tribunaux

Organe de règlement des différends de l'OMC

Rapport du Groupe spécial, *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée (Plainte des Philippines)*, 17 octobre 1996 (adopté le 20 mars 1997), WT/DS22/R.

Rapport de l'Organe d'appel, *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, 14 décembre 1999 (adopté le 12 janvier 2000), WT/DS98/AB/R.

Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Article 110 5) de la loi des États-Unis sur le droit d'auteur*, 15 juin 2000 (adopté le 27 juin 2000), WT/DS160/R.

Arbitrage relatif aux investissements internationaux

Methanex Corp. v. United States of America, Sentence partielle sur la compétence et la recevabilité du 7 août 2002.

Tribunaux pénaux internationaux

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), *Le Procureur c. Dusko Tadic*, arrêt concernant l'exception préjudicielle d'incompétence du 2 octobre 1995.

Cour de justice de l'Union européenne

Commission des communautés européennes c. Irlande, arrêt de la Cour (grande chambre) du 30 mai 2006, Affaire C-459/03.

Juridictions françaises

Cass. civ., 18 mars 1978, *Princesse de Bauffremont*.